

République du Burundi.



La riposte du Burundi au VIH/SIDA : des quartiers urbains aux collines.

Exemple de la décentralisation au Burundi de la lutte contre le VIH/SIDA.

Aperçu

Au Burundi, Le taux de séroprévalence est de 9,5 % en zone urbaine avec une tendance à se stabiliser. Il de 2,5 % en zone rurale avec des risques d'augmentation.

Les services publics en général et les services de santé en particulier ont souffert de grandes faiblesses liées à la crise socio-politique que le Burundi a connu de 1993 jusqu'en 2006. Les infrastructures sociales déjà insuffisantes et inégalement réparties ont été touchées gravement par la guerre civile. De plus elles connaissent une pénurie de ressources humaines et d'équipements techniques appropriés, surtout en milieu rural où vit plus de 90% de la population burundaise.

Malgré ce contexte difficile, le Conseil National de Lutte contre le Sida (CNLS) du Burundi, sentant la nécessité de rapprocher les services des populations les plus nécessiteuses et les plus vulnérables, a décidé de mettre en place un dispositif progressif de DÉCENTRALISATION sur l'ensemble du territoire afin d'instaurer une réponse équitable entre « ville » et « campagne » au cours de la mise en œuvre du PAN 2002-2006. Néanmoins, certaines zones étaient encore en pleine insécurité ce qui n'y a pas favorisé l'implantation de projets par les services publics, les ONGs nationales ou internationales au cours de la mise en œuvre du PANLS 2002-2006.

La décentralisation de la Réponse au VIH/SIDA au Burundi.

Le pays est divisé administrativement en 4 régions, 17 provinces, 129 communes et 2 847 collines.

Au niveau institutionnel et des services publics,

la décentralisation se traduit par l'implantation de :

4 Chargés d'Opérations Régionales : un par région.

17 Conseillers Techniques Provinciaux : un par province.

17 Agents de Suivi Evaluation : un par province.

167 Centres de Dépistage Volontaire (CDV).

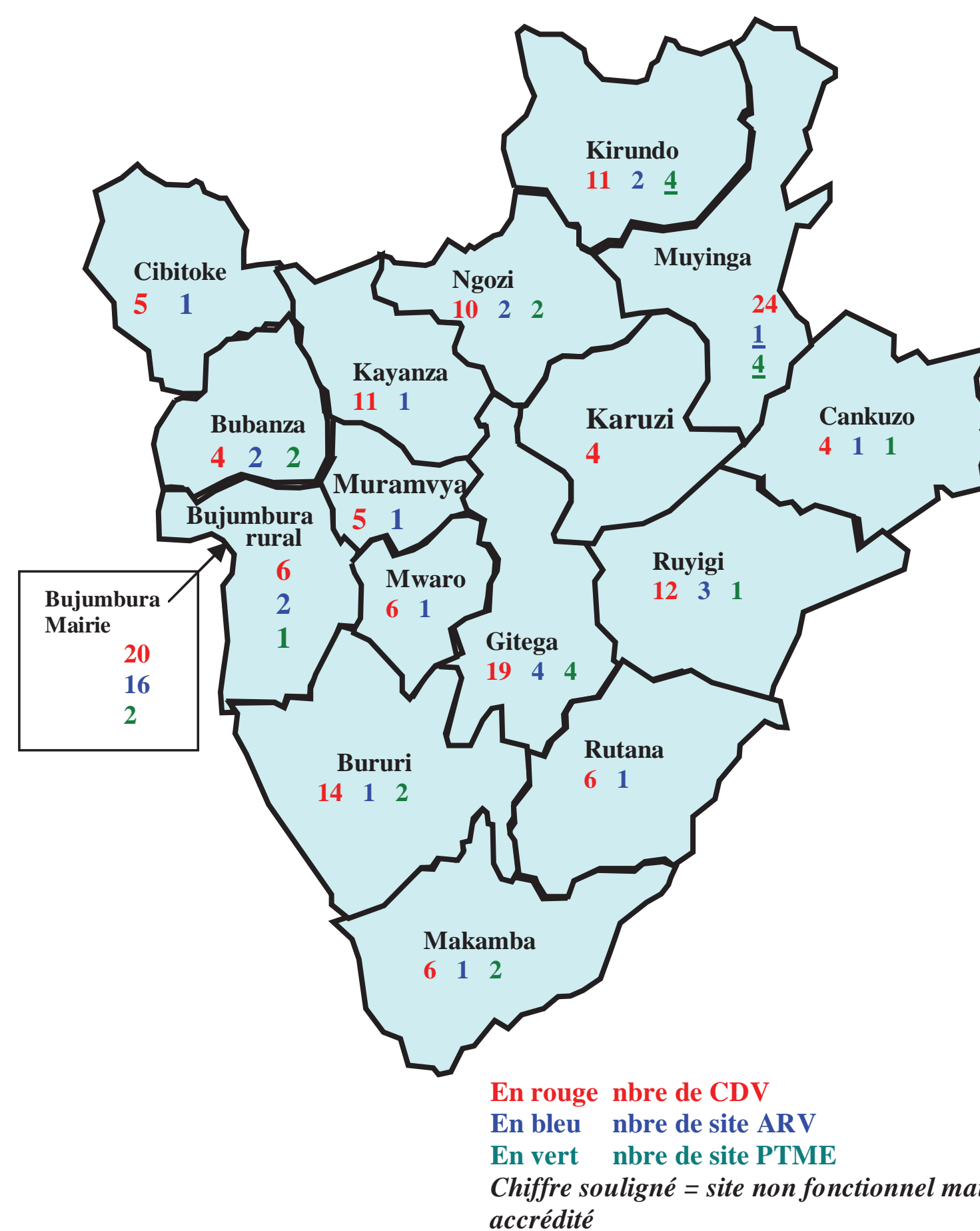
40 sites de prise en charge avec traitement ARV répartis sur 16 provinces.

27 sites de PTME.

129 Centres de Jeunes dont 117 opérationnels.

Carte du Burundi

Division administrative par province



Au niveau des entités administratives décentralisées et des communautés.

17 Comités Provinciaux de Lutte contre le SIDA
129 Comités Communaux de Lutte contre le SIDA : la plupart opérationnels.

Des Comités Locaux de Lutte contre le SIDA au niveau des collines qui sont en train de se mettre en place et s'organiser.

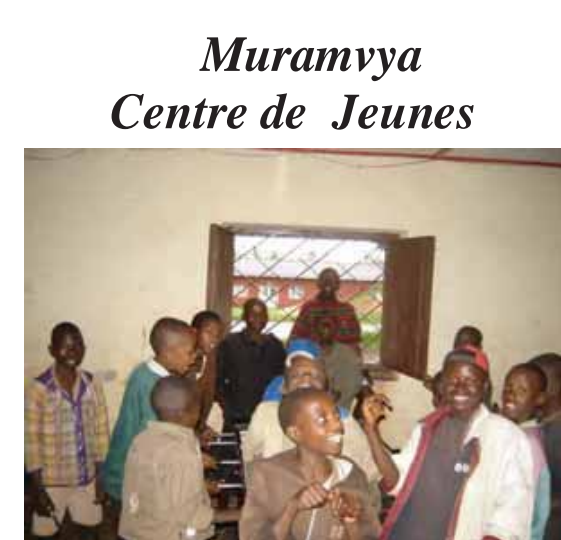
2 agents communautaires par colline : un homme et une femme chargé de l'information et l'éducation de leur communauté sur le VIH/SIDA.

30 paires éducateurs « Jeunes » par commune chargé de l'animation des Jeunes sur les collines et dans les Centres de Jeunes

La décentralisation de la société civile.

Certaines associations nationales ont développé des antennes dans plusieurs provinces du pays et réalisent des projets et activités de prévention et de prise en charge des personnes infectées et affectées par le VIH.

La SWAA Burundi a 8 antennes, l'ANSS a 4 antennes, le RBP+ a 17 comités provinciaux et 127 points focaux communaux, la FVS a 4 antennes, le CPAJ et le RENAJES sont aussi décentralisés jusqu'au niveau régional.



Activités ludiques



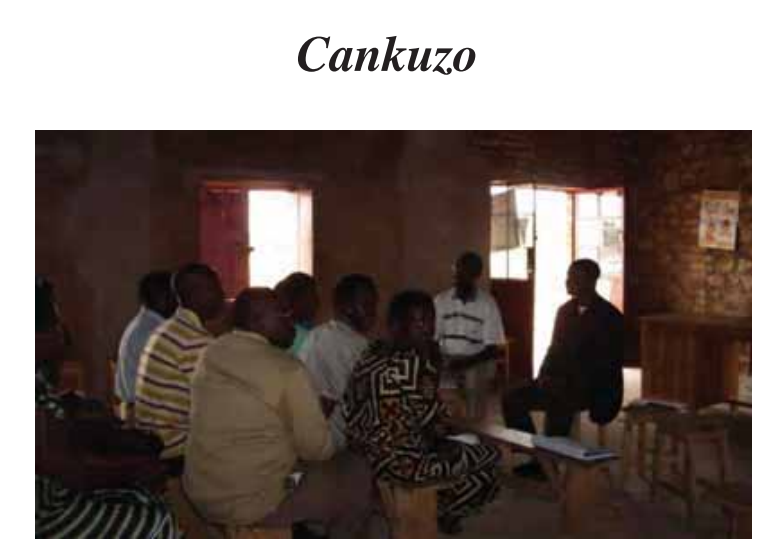
Comité provincial



JMS 2005
Discours des enfants



AGR



Réunion de coordination des animateurs communautaires

Les résultats

- Fin 2006, la décentralisation est assurée et est opérationnelle jusqu'au niveau des Communes au Burundi en ce qui concerne la réponse au VIH/SIDA.
- Chaque province a un plan d'action annuel qui est retravaillé trimestriellement. Les financements des projets et activités sont gérés au niveau des provinces et non plus au niveau central.
- Plus de 542 sous projets sont développés par la société civile sur le territoire national et ont été financés par les fonds du PMLSO (projet financé par Banque mondiale.).
- Les Centres de Jeunes sous tutelle du Ministère de la Jeunesse et des Sports ont été appuyés dans 14 provinces par des organismes de développement Banque Mondiale, UNICEF, GTZ, PNUD, un pour FHI,.....
- Les données du suivi évaluation sont recueillies et traitées par province avant d'être enregistrées dans une base de données centrale : SIDA-INFO.
- Fin 2006, 4 234 Pairs éducateurs ont été formés aux compétences à la vie personnelle, 6650 agents communautaires parcourent les collines pour sensibiliser les communautés.

Les défis

Cette décentralisation permet d'avoir de bons résultats sur terrain.

Cependant le renforcement de la décentralisation reste une priorité pour permettre l'accès universel à la prévention, à la prise en charge et au soutien des PVVIH.

- Amener la décentralisation jusqu'au niveau des collines
- Développer une réponse citoyenne et communautaire par et pour l'ensemble de la population : urbaine, semi urbaine et rurale.
- Assurer une plus grande couverture des services de prise en charge dans les 17 provinces notamment pour sites PTME et sites de traitement ARV
- Continuer et renforcer le processus de décentralisation des organismes de la société civile.

Contacts

Dr Françoise Ndayishimiye, Secrétaire Exécutif Permanent du CNLS, Burundi
Dr Rirangira Jean, Directeur Technique du SEPCNLS, Burundi

Secrétariat Exécutif Permanent Du Conseil National De Lutte Contre Le Sida.
B.P. 836 Bujumbura BURUNDI
Tél. : 257 22 24 53 00 Fax : 257 22 24 53 01
sep-cnls@cnlsburundi.org